

Une réforme du système bancaire international toujours en berne

Sept ans après



La faillite de Banco Espírito Santo est venue rappeler les faiblesses de la régulation bancaire

Jean-Sébastien Zippert

De nombreuses voix s'élèvent dans le monde de l'économie et de la finance mondiale pour nous mettre en garde contre les dangers qui menacent les fondamentaux des économies de nos pays industrialisés, et le terrorisme n'en fait pas partie. Dans certains

Le puissant lobby bancaire a bien fait son travail

Du côté de la Commission européenne, ce n'est pas mieux. Rappelons d'abord que contrairement aux États-Unis, les lobbyistes présents à Bruxelles n'ont aucune obligation de s'identifier ni de déclarer les moyens financiers et humains qu'ils mettent

Chronique Internet

La peur n'est pas bonne conseillère

Jean Lasar

Il n'aura fallu que quelques heures après les attentats de Paris pour relancer de plus belle le débat en Europe et outre-Atlantique sur la surveillance des moyens de communication privés. Aux États-Unis, tout se passe un peu comme si les milieux favorables à une surveillance accrue et libérée des entraves représentées par les garanties constitutionnelles avaient déjà eu dans la manche, prêtes pour la prochaine occasion de lancer un blitz de lobbying, leurs diatribes liberticides. Des diatribes qui peuvent se résumer à la formule choc selon laquelle ces attentats auraient été rendus possibles par les révélations d'Edward Snowden il y a deux ans et demi. Une affirmation d'ailleurs facile à démonter.

Heureusement, l'opinion américaine est moins disposée aujourd'hui à gober ces allégations qu'elle ne pouvait l'être au début des années 2000. La Maison Blanche a pris garde de ne pas s'engager sur ce terrain, échaudée par les flagrantes contre-vérités proférées par les responsables des services de renseignement ces dernières années. Parmi ceux qui ont cherché à profiter de la situation pour se faire restituer les blancs-seings accordés par le Patriot Act figurent John Brennan, le directeur de la CIA, et James Comey, celui du FBI. Le premier s'est plaint des « moult tergiversations quant au rôle du gouvernement dans les efforts pour repérer ces terroristes », une référence directe aux réactions suscitées par les révélations de Snowden, le second a réclamé que l'on limite par la loi l'utilisation des différentes formes d'encryptage afin de faciliter l'accès des agences gouvernementales aux communications des personnes privées.

Les Européens devront se mobiliser à nouveau pour ne pas tomber dans le panneau

Même si certains médias ont mordu à l'hameçon, cette offensive ne trouve plus aujourd'hui de terrain aussi fertile qu'il y a quelques années. Il faut dire que parmi ceux qui y résistent figurent les grandes firmes de Silicon Valley, Apple en tête, qui n'entendent pas priver leurs clients de la protection de leurs données à laquelle ils peuvent prétendre simplement parce que les agences de renseignement crient